



INTRODUCTION GÉNÉRALE

- Mais, d'abord, demanda-t-il à Antoine, est-ce que tu as lu les journaux du soir? Qu'est-ce qu'on dit de la faillite de Villebeau? Tu n'as pas vu cela?

- Votre coopérative ouvrière?

- Oui, mon cher, en pleine déconfiture; avec scandale à la clef. Cela n'a pas été long (...). Selon moi, ce n'est pas de l'argent perdu pour la bonne cause. Notre rôle aura été parfait: nous avons pris au sérieux les utopies de la classe ouvrière, nous avons été les premiers à les aider de nos capitaux. Résultat: la faillite en moins de dix-huit mois¹.

Ainsi se réjouit le père Thibault, à la veille de la Première Guerre mondiale, dans la fresque de Roger Martin du Gard. Le vieil homme, notable aussi fortuné que conservateur, *pater familias* despotique, se félicite de la faillite d'une coopérative de boutonniers dans laquelle il avait pourtant investi. La perte de cet argent lui apparaît comme une bonne nouvelle qui aura servi à faire la preuve des insuffisances du modèle coopératif, de l'impéritie des ouvriers et de la supériorité des capitalistes. Cet épisode révélateur condense quelques-unes des préoccupations qui sont les nôtres dans cet ouvrage. Il met en évidence le rôle d'acteurs différents, aux objectifs potentiellement contradictoires dans le fonctionnement de l'organisation coopérative: les ouvriers manquant de capitaux ont dû se tourner vers un financeur qui n'avait pas les mêmes intérêts qu'eux. L'anecdote fait également apparaître le spectre de l'échec, et le caractère parfois éphémère des expériences coopératives. La remarque du père Thibault témoigne en creux des conflits, des contradictions et de la

1. Roger Martin du Gard, *Les Thibault*, I, Paris, Gallimard, « Folio », 2003, p. 436 [La Belle Saison, 1923].

diversité des perspectives qui surgissent lorsqu'on s'intéresse à la vie réelle des organisations coopératives plus qu'à leur fondement théorique.

Les différentes contributions rassemblées ici proposent elles aussi de « prendre au sérieux les utopies de la classe ouvrière ». Non pas pour se réjouir de leur débâcle comme le vieux philanthrope, mais pour en étudier au plus près les pratiques et le fonctionnement. Loin d'une histoire romantique de la coopération et des coopérateurs, nous avons tâché de faire sortir leurs initiatives du ciel des idées pour voir comment elles se réalisent, comment elles vivent et comment souvent elles meurent.

Actualité de la coopération

Ce livre trouve son origine dans un séminaire, organisé à l'Université de Bourgogne entre 2015 et 2016, suivi de trois journées d'études entre Dijon et Paris en 2017 et 2018². L'intérêt de ces événements a été de réunir des chercheurs et des chercheuses travaillant, parfois de manière isolée, sur l'histoire des coopératives dans des espaces et à des périodes différentes et de faire émerger des thèmes de discussion communs. Partis d'un questionnement assez large, nous en avons resserré le propos autour d'interrogations nous permettant justement de « prendre au sérieux les utopies ».

L'organisation de ces initiatives a pris place dans le contexte d'un certain retour en vogue de ce qu'on désigne désormais sous le nom d'économie sociale et solidaire (ESS). Au sein de cette catégorie ambiguë, et qui recouvre une constellation de réalités différentes et parfois contestées – de l'économie collaborative aux associations, de « l'entrepreneuriat social » aux banques mutualistes³ –, nous avons choisi de nous intéresser à l'une des branches les plus anciennes et les plus institutionnalisées, celle des entreprises coopératives.

Que sont ces organisations et pourquoi suscitent-elles aujourd'hui de l'intérêt? Définies par un principe égalitaire, (un membre égale une voix dans le gouvernement de l'entreprise, quel que soit l'investissement engagé), les coopératives appartiennent à leurs usagers (salariés, consommateurs ou agriculteurs). Elles revendiquent à ce double titre une forme de démocratie économique en acte, construite contre le modèle des entreprises traditionnelles. Né au début du XIX^e siècle, parallèlement à l'essor de

2. C'est le moment pour nous de remercier tous les intervenants à ces diverses rencontres, y compris ceux qui n'ont pas pu participer à ce livre, ainsi que les ingénieurs et techniciens du centre Georges Chevrier de l'Université de Bourgogne et de l'EHESS qui ont œuvré à leur bon déroulement.

3. Sur l'histoire et les problèmes que pose cette catégorie, voir en particulier: Matthieu Hély, Pascale Moulévrier, *L'économie sociale et solidaire. De l'utopie aux pratiques*, Paris, La Dispute, 2013; Jean-Louis Laville, *L'économie solidaire*, Paris, CNRS éditions, 2011.

l'industrialisation, le mouvement coopératif prétend civiliser ce processus en instaurant des remparts contre les nouveaux risques économiques et sociaux⁴. À la fin du xx^e siècle, l'idéal coopératif retrouve une nouvelle vigueur dans le contexte de l'effondrement du monde soviétique, du recul de l'action des États engagés dans le néolibéralisme, et de l'incapacité des sociétés capitalistes à répondre aux défis de l'accroissement des inégalités et des ravages écologiques⁵. Dans de nombreux pays, on constate un regain d'intérêt très net depuis la crise économique de 2008, qui a stimulé réflexions et pratiques sur les formes alternatives de l'organisation économique⁶. Selon l'Alliance coopérative internationale (AIC), créée en 1895, 12 % de la population mondiale fait aujourd'hui partie d'au moins une des trois millions de coopératives⁷. Le modèle coopératif fait l'objet d'une intense promotion, comme en témoigne par exemple la décision de l'ONU de décréter une année internationale des coopératives en 2012.

Cette actualité a suscité des échos dans le monde de la recherche, et les dernières années ont vu fleurir un certain nombre d'ouvrages sur des expériences remarquables, ainsi que quelques tentatives de synthèse⁸. Mais cet écho est tout de même resté mesuré, en particulier chez les historiens où l'intérêt pour les coopératives demeure faible.

4. André Gueslin, *L'invention de l'économie sociale. Idées, pratiques et imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du xix^e siècle*, Paris, Economica, 2^e éd., 1998.

5. Jean-François Draperi, *La république coopérative*, Louvain-la-Neuve, Larcier, 2012.

6. Voir par exemple le dossier « Le tour du monde de l'autre économie », *Alternatives économiques*, 340, novembre 2014, ou *Democratic Workplace Ownership after the Great Recession, an Economic Overview of US Worker Cooperatives in 2013*, Report of the Democracy at Work Institute, décembre 2014. Ce rapport estime que plus d'un quart des coopératives de production aux États-Unis en 2014 ont été créées après la crise financière de 2008.

7. <https://www.ica.coop/fr/coop%C3%A9ratives/faits-et-chiffres> [consulté le 15 septembre 2019]

8. Parmi les plus récents, on peut citer : Alain Mélo (dir.), *Utopies et entreprises. Imaginaires et réalités de la coopération ouvrière en Europe du xix^e au xx^e siècles*, Besançon, PUFC, 2015 ; Mary Hilson, Silke Neunsinger, Greg Patmore (dir.), *A Global History of Consumer Co-operation since 1850. Movements and Businesses*, Leiden-Boston, Brill, 2017 ; John F. Wilson, Anthony Webster, Rachael Vorberg-Rugh, *Building Co-operation. A Business History of the Co-operative Group, 1863-2013*, Oxford, Oxford University Press, 2013 ; Benoît Borrits, *Coopératives contre capitalisme*, Paris, Syllepse, 2015 ; Emmanuel Daniel, *Rébellion et désobéissance, la Coopérative intégrale catalane*, Paris, Ateliers Henry Dougier, 2016 ; Maxime Quijoux, *Adieux au patronat*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2018. Sur la thématique de l'autogestion, voir également trois livres très récents : Donald Reid, *Opening the Gates. The Lip Affair, 1968-1981*, Londres-New York, Verso, 2018 ; Guillaume Gourgues, Claude Neuschwander, *Pourquoi ont-ils tué Lip ? De la victoire ouvrière au tournant néolibéral*, Paris, Raisons d'agir, 2018 ; Frank Georgi, *L'autogestion en chantier. Les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2018.

Histoire héroïque et oubli : les deux faces de l'histoire de la coopération

L'histoire de la coopération se heurte à un problème à deux faces : d'un côté une production traditionnellement prise en charge par les acteurs du mouvement, qui ont eu tendance à idéaliser ses réussites et ses victoires, et d'un autre côté un désintérêt flagrant de la part des divers champs historiographiques qui auraient pu considérer la coopération comme un sujet d'étude légitime.

Le premier aspect est aisé à illustrer. En France, au moins depuis le milieu du XIX^e siècle, les principaux travaux retraçant l'histoire des idéologies et des expériences coopératives sont l'œuvre de militants de la coopération. De Charles Gide à Henri Desroche, en passant par Jean Gaumont⁹, les grandes synthèses les plus souvent citées sont écrites « de l'intérieur », par les hommes mêmes qui contribuent à organiser le mouvement coopératif – en particulier dans le domaine de la consommation¹⁰. Si précieux et riches en informations que soient les ouvrages produits par ces grands savants militants, ils ont tendance à privilégier une approche chronologique et biographique, institutionnelle et politique, à insister sur le rôle des pionniers et des chefs charismatiques, et à dresser un portrait téléologique visant à mettre en évidence les vertus du mouvement¹¹. Cette propension n'est pas propre à la France : on la retrouve par exemple au Canada, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne à des degrés divers¹².

En même temps que du savoir, cette histoire a donc contribué à produire des mythes, à glorifier des hauts faits et des grands personnages. André Gueslin, dans son histoire de l'économie sociale en France au

9. Charles Gide, *Les sociétés coopératives de consommation*, Paris, Recueil Sirey, 3^e éd. revue, 1917 [1904] ; Jean Gaumont, *Histoire générale de la coopération en France. Les idées et les faits, les hommes et les œuvres*, Paris, FNCC, 1924 ; Henri Desroche, *Le projet coopératif. Son utopie et sa pratique, ses appareils et ses réseaux, ses espérances et ses déconvenues*, Paris, Économie et humanisme/Les Éditions ouvrières, 1976.

10. Sur le parcours de coopérateurs des trois hommes, voir Marc Pénin, *Charles Gide, 1847-1932. L'esprit critique*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Jean-François Draperi, « Henri Desroche aurait cent ans », *RECMA, Revue internationale de l'économie sociale*, 334, octobre 2014, p. 99-110 ; Notice « Jean Gaumont », dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social* en ligne, http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article76154&id_mot=3# [consulté le 15 septembre 2019].

11. Voir à ce propos les remarques d'Alain Mélo dans « Quelle histoire pour nos coopératives ? L'exemple des coopératives de Savoie », *RECMA, Revue internationale de l'économie sociale*, 325, juillet 2012, p. 94-102.

12. Voir par exemple les travaux pionniers des coopérateurs comme George Jacob Holyoake, ou G. D. H. Cole en Angleterre, ou plus récemment ceux de Ian MacPherson au Canada ou John Curl aux États-Unis.

XIX^e siècle, insiste sur le rôle des cérémonies et des commémorations dans la construction d'une « histoire interne » largement mythifiée. L'écriture de cette histoire a longtemps été laissée aux « hagiographes », et « cela est passé très souvent par une exaltation romantique, parfois lyrique, d'un passé et à travers lui de certaines valeurs auxquelles on croit et veut croire¹³ ». En dépit des travaux réalisés depuis que ce jugement a été formulé, le diagnostic reste en grande partie valable.

En raison du caractère fermé sur lui-même de cette histoire, la coopération a peiné à se faire une place en dehors du petit cercle de ses acteurs. Les différents champs historiographiques au croisement desquels se trouve l'histoire de la coopération – l'histoire économique, l'histoire des entreprises, l'histoire ouvrière – ne l'ont jamais vraiment prise en charge¹⁴. En effet, les spécialistes de ces disciplines ont souvent considéré la coopération soit comme une sorte d'archaïsme vouée à l'échec face à des formes plus modernes d'entreprises ou de mobilisations, soit, par un effet de miroir aboutissant au même désintéret, comme une pâle copie des institutions capitalistes dont elle ne faisait que reproduire les mécanismes. Pour Michel Dreyfus, c'est son caractère trop irénique, réformiste (et donc presque ennuyeux) qui a détourné les historiens de l'étude de la coopération, au profit de réalités plus ouvertement conflictuelles¹⁵.

La conséquence est que les synthèses demeurent rares en France. En dehors de l'ouvrage dirigé par Patricia Toucas dans le cadre du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* en 2005, on trouve quelques travaux qui se concentrent sur des secteurs particuliers du monde de la coopération¹⁶. En dépit de l'existence de sources abondantes¹⁷, les monographies et

13. André Gueslin, *L'invention de l'économie sociale, op. cit.*, p. 305-314.

14. Anthony Webster, John K. Walton, « Introduction "The Business of Co-operation. National and International Dimensions since the Nineteenth Century" », *Business History*, 54, 6, 2012, p. 825-832; Charles Heimberg, « La coopération, part du pauvre de la mémoire ouvrière », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 25, 2009, p. 125-131.

15. Michel Dreyfus, « Mutualité et coopération : une histoire par trop méconnue », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 133, 2016, p. 169-180.

16. Patricia Toucas-Truyen (dir.), *Les coopérateurs. Deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/GNC, 2005; Sylvie Zaidman, *Les sociétés coopératives ouvrières de production en France de 1945 à nos jours*, thèse de doctorat d'histoire sous la dir. de Michelle Perrot, Université Paris 7, 1989; Ellen Furlough, *Consumer Cooperation in France. The Politics of Consumption, 1834-1930*, Ithaca, Cornell University Press, 1991; Niccolò Mignemi, *Coopératives et mondes agricoles. France et Italie (1880-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

17. Alain Mélo, « Quelle histoire pour nos coopératives ? L'exemple des coopératives de Savoie », art. cité; Michel Dreyfus, *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIX^e et XX^e siècles). Guide documentaire*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1987; Patricia Toucas-Truyen (dir.), *Les coopérateurs, op. cit.*

les études de cas sont également peu fréquentes, en France au moins¹⁸. Et lorsqu'ils existent, les travaux sur la coopération n'ont que très faiblement été intégrés à des champs historiographiques plus vastes, en comparaison avec le cas britannique par exemple¹⁹. Dans les cas où l'on a tenté cette intégration historiographique, elle n'a pas pu être menée bien loin. Ainsi, Alain Chatriot, dans un ouvrage collectif sur l'histoire des gauches en France, remarque que l'analyse précise des rapports de la coopération à la gauche est rendue problématique par la rareté des études. Il estime par ailleurs que « les réalités de fonctionnement diffèrent du projet coopérateur tel que l'avaient porté les réformateurs utopistes de la fin du XIX^e siècle²⁰ », mais sans dépasser le niveau très général. Ce sont justement ces réalités de fonctionnement qui nous intéressent dans cet ouvrage.

Une histoire sociale des pratiques coopératives

En effet, afin de sortir de l'histoire idéalisée de la coopération, et de croiser l'analyse des coopératives avec les questionnements d'autres champs de recherches, nous proposons une histoire sociale – « par le bas », pourrait-on dire en reprenant une formule de la nouvelle histoire sociale des années 1960 – qui se concentre sur les pratiques ordinaires des sociétaires et des coopérateurs davantage que sur les modèles théoriques. L'objectif général de l'ouvrage est de porter autant que possible le regard sur la trivialité de la vie quotidienne en coopérative, de s'interroger sur les logiques de fonctionnement d'un groupe qui se fixe un horizon d'attente élevé, de sonder les dispositifs démocratiques et hiérarchiques, les mécanismes de la décision. Comment les pressions des logiques économiques, politiques et sociales se traduisent-elles dans le fonctionnement au jour le jour des coopératives ? Comment les aléas de la vie communautaire, de la concurrence,

18. On peut tout de même citer : Jean-Jacques Meusy (dir.), *La Bellevilloise (1877-1939). Une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*, Paris, Créaphis, 2001 ; Robert Gautier, *Les coopératives ouvrière de consommation dans la Basse-Loire, 1880-1980*, Nantes, Éd. du Centre d'histoire du travail, 2012 ; Michel Dreyfus, *Financer les utopies. Une histoire du crédit coopératif, 1893-2013*, Arles, Actes Sud, 2013 ; Jessica Dos Santos, *L'utopie en héritage. Le Familistère de Guise (1888-1968)*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2016.

19. On peut citer en particulier l'intégration réussie des travaux sur la coopération à l'histoire de la consommation en Angleterre. Voir ainsi : Peter Gurney, *Co-operative Culture and the Politics of Consumption in England, 1870-1930*, Manchester ; Manchester University Press, 1996 ; Lawrence Black, Nicole Robertson (dir.), *Consumerism and the Co-operative Movement in Modern British History. Taking Stock*, Manchester, Manchester University Press, 2009.

20. Alain Chatriot, « Les coopérateurs », dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, XX^e siècle, à l'épreuve de l'histoire, Paris, La Découverte, 2004, p. 96.

des crises économiques, viennent-ils amender, édulcorer, redéfinir l'idéal de départ des sociétaires ?

L'entrée par les pratiques et l'histoire sociale permet de sortir de l'histoire héroïsée, tout en faisant ressortir des problématiques qui intéressent d'autres champs de l'histoire. Cette histoire ordinaire – l'expérience des consommateurs, des travailleurs, des agriculteurs, qui participent à ces entreprises – est souvent difficile à saisir. Les sources les plus abondantes ont trait à l'histoire institutionnelle des organisations, ou bien à l'histoire des idées sur lesquelles elles sont fondées, et non à leur fonctionnement pratique. S'il est aisé de se renseigner sur la constitution de fédérations, ou les débats théoriques sur les meilleurs modèles, il est plus difficile de pénétrer concrètement dans le magasin ou dans l'atelier pour voir ce qui s'y passe²¹. Il est cependant crucial d'écrire cette histoire des pratiques si l'on veut renouveler l'histoire de la coopération, en déconstruire les mythes, y faire apparaître des conflits et des contradictions, et ainsi peut-être la rendre plus attrayante²². En effet, l'image policée dont elle semble avoir pâti a sans doute à voir avec l'accent institutionnel et théorique des travaux issus des pionniers et des militants, qui ont cherché à faire disparaître les aspérités²³. Au contraire, se concentrer sur les pratiques et l'ordinaire permet de dépasser les généralités et de faire surgir des tensions, des oppositions et de la discorde²⁴.

Les conflits et les tensions surgissent notamment lorsqu'on s'intéresse aux décalages entre la réalité des pratiques et les déclarations théoriques et/ou militantes. Il s'agit de l'un des objectifs du livre, mais il nous faut souligner que la mise en évidence de ces décalages n'a pas pour but de mettre en doute la sincérité des acteurs ou de se réjouir de leur échec à faire vivre une utopie. Comme l'affirment Matthieu Hély et Pascale Moulévrier dans leur étude sociologique des pratiques de l'ESS en France aujourd'hui, s'intéresser à « l'ordinaire des interactions », et ne pas faire d'office des organisations de l'économie sociale une catégorie « autonome » ou « alternative » d'où tout conflit serait absent, est un préalable nécessaire à leur étude. Pour les auteurs, ne pas considérer l'ESS « d'emblée et exclu-

21. Mary Hilson *et al.* (dir.), *A Global History of Consumer Co-operation since 1850*, *op. cit.*, p. 10-11.

22. Voir l'appel d'André Gueslin à la fin de son ouvrage, *L'invention de l'économie sociale*, *op. cit.*, p. 321.

23. Sur l'opposition histoire des idées/histoire des pratiques, voir Cyrille Ferraton, *Associations et coopératives. Une autre histoire économique*, Ramonville Saint-Agne, Erès, 2007, p. 10.

24. Pour des appels en ce sens, voir Jean-Claude Daumas, « Les coopératives, des entreprises comme les autres? » dans Alain Mélo (dir.), *Utopies et entreprises*, *op. cit.*, p. 225-235; Jan-Otmar Hesse, « Co-operatives in Germany in the 20th Century. An Overview and Some Hypotheses », *Entreprises et histoire*, 56, 2009/3, p. 49-61.

sivement comme un monde de valeurs, c'est la prendre au sérieux comme espace social et économique et [...] se donner les moyens d'en comprendre les logiques d'existence et de pérennisation, tant fondatrices que contemporaines²⁵ ». Nous adoptons ici une perspective semblable, qui vise non pas à prendre en défaut les coopérateurs, mais à faire apparaître les espaces de tension, à comprendre comment les discours peuvent modeler les pratiques et en être partie prenante.

Les pistes d'une histoire des pratiques : travail, échec et modernisation

Nous avons organisé cette histoire ordinaire de la coopération autour de trois thèmes principaux, qui chacun permet de contourner les deux écueils de l'histoire existante, en évitant à la fois l'idéalisation des expériences coopératives, et le discrédit dont elles ont pu être victimes.

Le premier ensemble de contributions concerne le travail dans les coopératives. À partir de différentes études de cas, les textes de cette première partie s'attardent sur la manière dont le passage à la coopérative change les conditions de travail, crée la possibilité d'une émancipation, ou au contraire génère des conflits nouveaux. L'observation fine des expériences de travail permet de poser la question de l'émancipation, lorsque les sociétaires s'emploient eux-mêmes, dans le cas d'une coopérative de production, ou lorsqu'ils et elles deviennent des employeurs pour les autres. Il s'agit également de voir comment les discours sur l'émancipation, la construction d'un « autre » rapport à la production et à la hiérarchie façonnent des conditions de travail spécifiques, entre progrès social, dévouement à la cause et auto-contrainte. Refuser l'idéalisation du travail coopératif n'est pas uniquement une manière de dénoncer les discours chimériques sur le « travail libre, le travail triomphant²⁶ », mais aussi de comprendre comment le discours sur le travail construit des expériences concrètes de production, et comment celles-ci diffèrent de la réalité observable dans d'autres types d'entreprises.

La question de la comparaison avec les autres formes d'entreprises se pose aussi dans le cadre de la deuxième thématique : celle de l'échec. Choisie parce qu'elle constitue un très bon contre-pied à l'histoire héroïsée qui insiste uniquement sur les *success stories*, la problématique de l'échec permet également d'opérer une rencontre avec les préoccupations de l'his-

25. Matthieu Hély, Pascale Moulévrier, *L'économie sociale et solidaire*, *op. cit.*, p. 10-11.

26. Louis Mabileau au Congrès de la Mutualité en 1906, cité dans André Gueslin, *L'invention de l'économie sociale*, *op. cit.*, p. 309.

toire économique et de l'histoire des entreprises²⁷. Dans cette partie, les contributeurs s'interrogent ainsi sur les facteurs de faillite ou au contraire de pérennisation des entreprises coopératives. Ils se demandent également ce qui constitue un échec pour les sociétaires, pour leurs concurrents ou leurs ennemis. Les coopératives doivent-elles être jugées à l'aune des mêmes critères que les autres types d'organisations ? Il semble que le respect des idéaux et des objectifs que se fixent les coopérateurs eux-mêmes constitue un élément tout aussi décisif que la réussite financière pour juger de l'échec ou du succès d'une entreprise. À ce titre, la démocratie interne est une question centrale, dans la mesure où elle est au cœur de la différence que revendique le modèle coopératif. Or, comme dans le cas du travail, on constate que les expériences pratiques ne tiennent pas toujours leurs promesses, que la participation des sociétaires est souvent faible, et que le pouvoir tend à se concentrer dans les mains de quelques-uns. Cela ne signifie pas qu'il faille balayer d'un revers de main les tentatives pour faire advenir la démocratie économique, mais au contraire qu'il convient de regarder de près comment et pourquoi la spécificité coopérative peine à subsister. Constaté la tendance récurrente à la confiscation du pouvoir dans les coopératives n'implique pas non plus de ne faire qu'une histoire des chefs. Dans la mesure du possible, les différentes contributions ont tâché d'insister sur le rôle et l'expérience des coopérateurs ordinaires, de sortir de l'histoire des chefs et des leaders charismatiques, ou alors de les considérer de manière critique²⁸. Comment enfin se construit la mémoire de l'échec des coopératives ? Les textes présentés ici posent cette question, en refusant à la fois de nier les difficultés que rencontrent les coopérateurs, et de verser dans la légende noire qui en ferait des perdants perpétuels.

Enfin, la question de la modernisation, autour de laquelle se constitue notre troisième ensemble de textes, permet elle aussi d'échapper en même temps à l'héroïsation et à l'oubli. En effet, en rappelant le rôle central que jouent les coopératives, en particulier agricoles, dans les tentatives de résoudre des problèmes économiques et sociaux très concrets, les contributeurs les replacent au cœur de l'histoire des processus d'industrialisation et de changement politique du XIX^e siècle à la période très récente. Ils et elles insistent également sur les tensions, les difficultés et les crises – celles auxquelles les coopératives cherchent à apporter une réponse, et celles qu'elles peuvent ensuite rencontrer. Comme dans les deux premières

27. Voir le Congrès 2013 de l'Association française d'histoire économique, qui avait pour thème « L'échec a-t-il des vertus économiques ? » ; ou encore Scott A. Sandage, *Born Losers. A History of Failure in America*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2005.

28. Pour une histoire critique des chefs et son importance, Yves Cohen, *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

parties, le caractère réellement émancipateur et alternatif des organisations coopératives est souvent remis en cause, mais il ne s'agit pas ici non plus seulement de constater un échec. En effet, la thématique de la modernisation est aussi éclairante car elle permet d'étudier les coopératives en sortant du mythe de la troisième voie entre capitalisme et socialisme. Elle offre la possibilité d'étudier en situation le rapport dialectique que leurs sociétaires entretiennent avec le système économique dominant, en montrant comment leurs objectifs, comme le fonctionnement concret de leurs organisations, procèdent à la fois d'une mise à distance du capitalisme et d'une volonté d'intégration plus grande.

Ce positionnement ambigu se repère dans des contextes très différents, et l'une des originalités de notre ouvrage est qu'il présente ensemble, dans les trois parties, des études de cas de coopératives de types divers : production et consommation, entreprises ouvrières et agricoles. Il ne s'agit pas là de reprendre à notre compte le discours militant qui cherche à créer une image fédératrice du « mouvement » coopératif, par-delà les secteurs d'activité et la différence des groupes sociaux qui les organisent²⁹. Mais cette vue d'ensemble nous permet de nous interroger sur la spécificité des modèles et des expériences coopératives à grande échelle et de leur revendication de démocratie économique, en dépassant certaines idées reçues. Les contributions qui suivent permettent par exemple de montrer que le caractère contestataire et les objectifs d'émancipation ne se limitent pas aux cas des coopératives ouvrières de production, et réciproquement, que l'intérêt pour la modernisation de la production ou l'adaptation aux contraintes de l'économie industrielle n'est pas l'apanage des seules coopératives agricoles.

Une structure trop flexible pour son idéal ?

De tels exemples mettent en évidence la fluidité du modèle coopératif, entre des pôles revendicatifs et plus conservateurs, entre des moments de progrès et des reculs de l'idéal. Si la coopération peut être un moment d'appropriation de la démocratie économique pour une partie des classes populaires, elle est aussi parfois l'objet d'instrumentalisations, en particulier de la part de la puissance étatique³⁰. Selon le contexte, l'environnement, la taille de l'organisation, le secteur d'activité, l'implantation géographique, les coopératives prennent des formes différentes, et une proposition qui vaut pour l'une vaudra difficilement pour une autre. Cette flexibilité apparaît ici d'autant plus clairement que les textes présentés

29. Matthieu Hély, Pascale Moulévrier, *L'économie sociale et solidaire*, op. cit.

30. Michel Dreyfus, *Histoire de l'économie sociale. De la Grande Guerre à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

dans l'ouvrage couvrent une chronologie large – du début du XIX^e siècle à l'après-2008 – et des espaces très ouverts (faute de traiter directement la question des circulations). Si la plupart des textes concernent l'Europe occidentale (la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique), nous faisons aussi des détours éclairants par les États-Unis, Cuba, la Russie et l'Empire britannique. Certaines contributions passent en revue quelques-unes des grandes coopératives les plus fameuses – le Vooruit de Gand ou l'Union de Lille par exemple – quand d'autres s'attardent sur des organisations plus éphémères, de moindre ampleur et de moindre notoriété. Les cas étudiés sont donc fort divers, accentuant encore l'impression de malléabilité des organisations coopératives.

Que faire de cette flexibilité apparemment absolue ? Faut-il en conclure que la coopération est une coquille vide, qui se fondrait complètement dans le paysage du capitalisme industriel pour ne laisser aucune trace ? La multiplication des études de cas aux conclusions parfois contradictoires rend très réelle la tentation d'un tel relativisme. Cependant, nous choisissons plutôt d'insister ici sur l'importance des tentatives, toujours renouvelées, et sur l'aspiration toujours présente à davantage de démocratie dans le fonctionnement de l'entreprise. Si les coopératives se délitent parfois, si elles peuvent être récupérées, ou si elles ne sont pas à la hauteur de leurs objectifs émancipateurs, la permanence des expériences témoigne d'un potentiel subversif toujours présent, et qu'il est toujours possible de réactiver. À travers les expériences que nous avons cherché à exhumer, les coopérateurs contribuent à tracer des interstices dans la société capitaliste, où malgré les écueils et les déboires fréquents, l'espoir de la démocratie économique peut être chaque fois ravivé³¹.

31. Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017.